

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2015)
Heft: 2071

Artikel: Les risques du numérique : l'économie s'adapte, les régulations et systèmes de protection sociale peinent à suivre
Autor: Imhof, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017294>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sans fausse pudeur, mais sans exhibitionnisme non plus, l'auteure narre divers épisodes de sa jeunesse et de sa vie de jeune adulte: des amours déçues, des avortements, des expériences professionnelles variées. Elle fut chauffeur de Avis Rent a Car, hôtesse chez Swissair, mais surtout collaboratrice du célèbre marchand d'art Jan Kruger. Celui-ci lui a raconté ce qu'il avait longtemps refoulé, son tragique passé de Juif polonais déporté au camp de Dora. C'est sans doute cette attention aux êtres humains, hommes et femmes, qui fait l'originalité des reportages et des livres de Laurence Deonna.

Dès 1967, elle devient *reporter*, se formant «*sur le tas*». Elle vivra des épisodes comiques, des situations dangereuses, des moments tragiques, des rencontres amoureuses éphémères, mais aussi l'ennui des longues attentes, recluse dans un hôtel en zone de conflit. Elle ne cache pas d'ailleurs ce que sa volonté de vivre libre a pu apporter de

solitude dans son existence.

Ses reportages l'ont menée surtout au Proche-Orient, avec sa poésie mais aussi les rigides tabous qui y bornent la vie des femmes. C'est sa région de prédilection avec laquelle Laurence Deonna entretient une sorte de rapport amour-haine. Elle s'est beaucoup intéressée aussi aux républiques musulmanes d'Asie et relève les apports du régime soviétique, notamment en ce qui concerne la scolarisation des filles et le sort des femmes en général, des acquis aujourd'hui remis en question par le retour en force d'un Islam conservateur.

La journaliste brosse un certain nombre de portraits au vitriol de potentats ou de dictateurs, dont le sinistre Kadhafi, «*un homme aux mains engluées à la fois dans le sang et le sperme*», allusion à la garde prétorienne féminine qui lui tenait lieu de harem. La féministe est toujours présente dans ces pages. Elle qui n'avait pas hésité, en avril 2005, à écrire dans le *Journal de Genève* un

article provocateur «*Je ne pleure pas le pape*» (Jean-Paul II).

A contrario, elle consacre des pages chaleureuses à un certain nombre d'amis, parmi lesquels on trouvera Boutros Boutros-Ghali, Ella Maillart, Sadruddin Aga Khan ou encore l'Iranienne Shirin Ebadi, Prix Nobel de la Paix 2003. Elle rend aussi hommage à un maître, Edgar Snow, grand connaisseur du maoïsme en Chine depuis la Longue Marche, son «*modèle de reporter*», en déplorant l'ostracisme dont celui-ci fut victime dans son pays, les Etats-Unis, obsédés par leur anticomunisme.

Voilà donc quelques aspects de ce livre à la fois riche, émouvant et plaisant à lire. En choisissant un certain nombre de «*thèmes*», nous en rendons compte bien imparfaitement... Il faut lire les *Mémoires ébouriffées* de Laurence Deonna et se laisser emporter par le tourbillon de sa vie, de la vie.

Les risques du numérique

L'économie s'adapte, les régulations et systèmes de protection sociale peinent à suivre

Pierre Imhof - 26 février 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27325>

Dans les pays industrialisés, chacun ou presque possède un téléphone dont la puissance de calcul dépasse celle de l'ordinateur de la fusée Apollo.

Si nos *smartphones* et tablettes sont capables de gérer un voyage sur la Lune, ils peuvent aussi - et c'est certainement plus immédiatement utile -

nous localiser et utiliser cette possibilité aujourd'hui pour commander une pizza, trouver un médecin de garde ou des «*amis*» potentiels, demain pour

commander un trajet partagé dans une voiture sans chauffeur.

Sans surprise, l'économie s'adapte rapidement à ces possibilités et offre des prestations prisées par les consommateurs. Pendant ce temps, la législation peine à évoluer et hésite entre protection supplémentaire des acteurs traditionnels et libéralisation. La faute à des élus déconnectés, comme le démontre une [enquête](#) de Laure Belot, journaliste au *Monde*, et à des systèmes étatiques davantage adaptés à la stabilité qu'au changement.

Comme on l'a vu dans de précédents articles ([DP 2068](#) et [2069](#)), une partie de la législation destinée à protéger les consommateurs perd de son utilité quand ceux-ci connaissent le prix de la prestation à l'avance et peuvent la noter à peine utilisée. Un cadre législatif basé sur des biens et des acteurs clairement identifiés et localisés, et sur un accès privilégié à l'information de la part du vendeur, face à un acheteur acceptant de lui faire confiance, ne correspond plus à un système globalisé basé sur le *big data*.

Des professions ont déjà presque disparu en raison de l'accès universel à l'information. On peut penser aux agences de voyages qui tiraient leurs profits d'un accès privilégié aux acteurs du tourisme. Elles pouvaient vendre leur expérience et compter sur une relation de

confiance avec une clientèle fidèle. L'accès universel et en temps réel à ces mêmes informations a évidemment dévalorisé les prestations de ces intermédiaires.

Sans parler des domaines où le produit lui-même est numérique et où le coût marginal de production est proche de zéro: musique, films et séries, qui n'ont plus besoin d'être possédés mais auxquels il suffit de pouvoir accéder au moment souhaité par le client.

Cette liberté procurée par une information et des produits en tout temps et en tout lieu disponibles a pourtant un prix. Car l'économie numérique bouscule nos habitudes, mais induit aussi de nouveaux risques et fait de nouvelles victimes.

Pour reprendre l'agence de voyages, elle assumait généralement le risque et le service après-vente liés à ce qu'elle vendait - en tout cas pour les plus honnêtes et réputées. Et elle était un intermédiaire connu et attaquant en justice. Ces risques sont maintenant à charge de l'acheteur direct, qui n'en a pas toujours conscience. Heureusement, les nombreux sites d'évaluation, type [Tripadvisor](#), offrent la possibilité de jauger la prestation à l'avance... tout en sachant que ces acteurs ne se contentent pas de partager les avis des précédents utilisateurs, mais se financent en proposant également des locations, ce qui réduit évidemment la confiance à leur

égard.

Un autre domaine problématique est l'économie grise qui se développe grâce aux nouvelles technologies de l'information. Elle existe bien entendu déjà dans l'économie traditionnelle, mais elle est par la force des choses limitée géographiquement et dans son offre. En supprimant ou en délocalisant et «virtualisant» les intermédiaires, on perd des possibilités de contrôler l'activité et de prélever taxes et impôts nécessaires pour assurer une certaine régulation et financer les prestations de l'Etat.

Une partie de ces contrôles deviennent certes inutiles, mais d'autres restent pertinents. Comment s'assurer que le chauffeur [Uber](#) est bien en règle avec ses assurances et que le loueur d'une chambre *via Airbnb* paie les taxes de séjour? Sans parler de la déclaration des revenus au fisc, plus difficile encore à vérifier.

Toute cette économie est une aubaine pour celles et ceux qui souhaitent des revenus accessoires, et les clients qui bénéficient de prestations souvent de qualité et à bas prix. Mais elle présente le risque d'un retour au salaire à la tâche, basé sur une économie des charges sociales. Or le chômeur-chauffeur ou la ménagère-hôtelière vont se tourner vers l'Etat et ses prestations sociales au premier péril limitant leurs capacités de gain. Sans avoir contribué auparavant, par leurs cotisations et leurs impôts, à

financer le système.

L'économie est en transition et il est normal - voire heureux - que le système législatif n'ait pas totalement intégré ces changements. Mais ils vont en s'accélérant et de nouvelles règles sont à inventer en collaboration entre l'Etat, les

usagers, les fournisseurs et les «centralisateurs» de prestations que sont les services numériques planétaires. Une économie mondialisée appelle évidemment à une régulation à la même échelle.

Et tout comme la Migros vante les produits «*de la région*»,

devrait se développer une économie numérique alternative et locale qui évite que le cinquième du prix d'une location de chambre ou d'une course de taxi à Lausanne finisse dans les caisses (virtuelles) d'une société californienne, aussi inventive soit-elle.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Le vain espoir d'un retour à la normale économique

<http://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiques-de-presse/le-groupe-socialiste-exige-un-debat-urgent-sur-le-franc-fort>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27191>

Application de la lex Weber: mission impossible?

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/legislaturueckblick.aspx?rb_id=20140023

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a75b>

<http://www.domainepublic.ch/articles/20140>

<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Verkorkst-von-A-bis-Z/story/22118814>

Les mémoires d'une journaliste et d'une femme libre

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=1824>

Les risques du numérique

<http://ladeconnexiondeselites.fr/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27222>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27256>

<http://www.tripadvisor.fr/>

<https://www.uber.com/>

<https://fr.airbnb.ch/>